

Etablissement support
TRAVAUX

Avril 2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

TRVX 25-002

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

Conception Réalisation pour la démolition de bâtiments et la construction d'un internat de 75 logements type studio au Centre Hospitalier du Mans

NOTA BENE : Le présent CCAP porté à la connaissance des candidats en phase candidature, le contenu est susceptible d'être complété ou adapté en phase offre par le pouvoir adjudicateur.

SOMMAIRE

PAGES

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES.....	1
ANNEXES.....	4
PARTIE I – DISPOSITIONS COMMUNES.....	6
CHAPITRE 1 – GENERALITES.....	6
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES	6
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE	6
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE	7
ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE	7
4.1 Décomposition en lots.....	7
4.2 Décomposition en tranches.....	7
4.3 Décomposition en phases.....	7
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE.....	8
6.1 Ordres de service.....	8
6.2 Bons de commande	9
6.3 Marchés subséquents.....	9
ARTICLE 7 : INTERVENANTS	9
7.1 Conduite d'opération.....	9
7.2 Contrôle Technique.....	9
7.3 Coordonnateur Hygiène et Sécurité	9
7.4 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC).....	10
7.5 Sécurité Incendie	10
7.6 Synthèse.....	10
ARTICLE 8 : GROUPEMENT – COTRAITANCE – SOUS-TRAITANCE	10
8.1 Groupement – Cotraitance.....	10
8.2 Sous-traitance.....	11
8.3 Accès des TPE et PME.....	11
ARTICLE 9 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	11
9.1 Clause environnementale	12
9.2 Clause sociale.....	12
ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES	12
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE.....	13
ARTICLE 12 : CONDITIONS PARTICULIERES	13
12.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac.....	13
12.2 Respect des principes de la République	14
CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT.....	14
ARTICLE 13 : REPARTITION DES PAIEMENTS	14
ARTICLE 14 : CONTENU DU PRIX.....	14
ARTICLE 15 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX.....	15
15.1 Dispositions communes	15
15.2 Mission de maîtrise d'œuvre	16
15.3 Travaux.....	16
ARTICLE 16 : MODALITES DE REGLEMENT	17
16.1 Avance.....	17
16.2 Prise en compte de la prime versée dans le cadre de la mise en concurrence.....	18
16.3 Temporalité de la demande de paiement	19

16.4 Acomptes.....	19
16.5 Contenu de la demande de paiement	19
16.6 Comptables assignataires.....	20
16.7 Délais de paiement	20
16.8 Intérêts moratoires	20
16.9 Sureté	20
ARTICLE 17 : PENALITES.....	20
17.1. Principes Généraux.....	21
17.2. Pénalité de retard.....	21
17.3. Pénalité de Livraison.....	21
17.4. Non-respect du Calendrier Détaillé d'Exécution	22
17.5. Présence aux réunions	22
17.6. Pénalités pour non-respect des observations du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé et du contrôleur technique	22
17.7. Pénalité pour non-respect du tri des déchets et de l'environnement.....	23
17.8. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	23
17.9. Pénalités pour retard dans la levée des réserves et la réparation des désordres de parfait achèvement	23
17.10. Autre pénalités	24
ARTICLE 18 : PRIME	24
CHAPITRE 3 : EXECUTION.....	24
ARTICLE 19 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION	24
19.1 Livraison	24
19.2 Clause de réexamen.....	24
19.3 Changement de références.....	24
19.4 Prestations similaires	24
19.5 Données indispensables à l'exécution d'une mission de service public.....	25
ARTICLE 20 - ASSURANCE	25
ARTICLE 21 – RESILIATION	26
ARTICLE 22 – DIFFERENDS	26
PARTIE II – DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX MISSIONS DE MAÎTRISE D'OEUVRE..27	
ARTICLE 1 – GENERALITES.....	27
ARTICLE 2 – MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE	27
ARTICLE 3 – CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION.....	28
ARTICLE 4 – MODALITE DE REGLEMENT	28
4.1 Remise de la demande de paiement / Acomptes	28
4.2 Décompte et rémunération finale de la mission de maîtrise d'œuvre et des missions complémentaires.....	28
ARTICLE 5 - DELAIS D'EXECUTION	29
5.1.1. Comptage des délais	29
5.1.2. Délais d'exécution des éléments de mission – Nombre d'exemplaire(s) à remettre	29
5.1.3. Autres délais (calculés en jours ouvrables)	31
5.1.4. Prolongation des délais contractuels.....	31
5.1.5 Délai d'approbation des études par le maître de l'ouvrage	32
ARTICLE 6 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE TECHNIQUE – DESTRUCTION DES DONNEES.....	32
6.1 Déroulement des opérations de vérification	32
6.2 Décision après vérification	32
ARTICLE 7 : UTILISATION DES RESULTATS	32
PARTIE III – DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX TRAVAUX.....34	
ARTICLE 1 – PRIX ET REGLEMENT.....34	

1.1 DEPENSES DE CHANTIER	34
1.2 MODALITES DE REGLEMENT	34
1.1.1 Acomptes.....	34
1.1.2 Demande de paiement final	34
1.1.3 Le décompte général définitif – Solde	35
ARTICLE 2 – REALISATION DES OUVRAGES	35
2.1 PROVENANCE, QUALITE CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX	36
2.1.1 Provenance des matériaux et des produits	36
2.1.2 Caractéristiques, qualités, vérification essais et épreuves des matériaux et produits	36
2.2 IMPLANTATION DES OUVRAGES	36
ARTICLE 3 – PREPARATION DES TRAVAUX – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	36
3.1 PREPARATION DES TRAVAUX.....	36
3.2 PLANS D'EXECUTION.....	37
3.3 INSTALLATION, ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER	37
3.3.1 Installation de chantier	37
3.3.2 Nettoyage du chantier	37
3.3.3 Sécurité et hygiène sur le chantier	37
3.3.4 Contraintes liées au risque aspergillaire.....	37
3.3.5 Consignes.....	38
3.3.6 Utilisation des voies publiques	38
3.3.7 Constatations et constats contradictoires	38
3.4 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	38
ARTICLE 4 – RECEPTION ET GARANTIES	39
4.1 CONTRÔLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	39
4.1.1 Essais et contrôles de ouvrages en cours de travaux.....	39
4.1.2 Réception.....	39
4.1.3 Réception partielle	40
4.1.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	40
4.2 GARANTIES CONTRACTUELLES.....	40
GARANTIES PARTICULIÈRES.....	40
ARTICLE 5 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	41
PARTIE IV – DEROGATIONS	42

ANNEXES

Annexe A – Coordonnées Etablissement CHM

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Montval-sur-Loir (ex Château du Loir)
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour son propre compte.

Conformément au préambule du Cahier des Clauses Administratives Générales de Maitrise d'œuvre (CCAG-MOE) et du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (CCAG-Travaux), dans leurs rédactions approuvées par l'arrêté du 30/03/2021, le présent marché fait référence à plusieurs CCAG, dans le cadre d'un marché global au sens de l'article L.2171-1 du code de la commande publique.

Le présent CCAP fait ainsi référence :

- Au CCAG MOE, pour les éléments de la mission de maitrise d'œuvre,
- Au CCAG Travaux, pour les travaux ;

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, les pièces prévaudront dans l'ordre de priorité prévu à l'article 8 du présent CCAP.

PARTIE I – DISPOSITIONS **COMMUNES**

CHAPITRE 1 – GENERALITES

Concernant les dispositions communes, pour les prestations relatives à la mission de maîtrise d'œuvre, et sauf dérogation, il est fait application du CCAG-MOE. Pour les prestations relatives aux travaux, et sauf dérogation, il est fait application du CCAG-Travaux. La limite des prestations est précisée selon l'annexe 01 de l'acte d'engagement « Tableau de désignation des co-traitants et répartition des missions ».

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour son propre compte, d'une part ;
- Et,
- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la **Conception Réalisation pour la démolition de bâtiments et la construction d'un internat de 75 logements type studio au Centre Hospitalier du Mans**.

L'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est de 3 850 000 € HT y compris les travaux de démolition.

Le marché de conception-réalisation se décompose comme suit :

Prestation	Décomposition		Acronyme
Maitrise d'œuvre	Mission de base	Etudes d'esquisse (prime)	ESQ
		Etudes d'avant-projet : Etudes d'avant-projet sommaire Etudes d'avant-projet définitif	APS APD
		Etude de projet	PRO
		Examen de la conformité des études d'exécution au projet et leur visa	VISA
		Direction de l'exécution des marchés publics de travaux	DET
		Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement	AOR
Travaux + EXE			TRVX

Missions complémentaires	MC 1 : Synthèse et coordination de la cellule de synthèse	SYN
	MC 2 : Ordonnancement Pilotage et Coordination	OPC
	MC 3 : Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie	CSSI

Les autorisations administratives telles que décrites au CCTP seront à la charge du titulaire du marché public et notamment (liste non exhaustive) : permis de construire, permis de démolir, dossier loi sur l'eau, etc.

La description des travaux est prévue au PTD et au CCTP.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ

Les prestations s'exécuteront sous forme d'un marché ordinaire.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHÉ

4.1 Décomposition en lots

Les prestations font l'objet d'un lot unique conformément à l'article L2171-2 du code de la commande publique.

4.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.3 Décomposition en phases

Les prestations visées au présent CCAP s'exécutent par phases définies comme suit :

Phase n°	INTITULE
Phase n°01	Phase conception <ul style="list-style-type: none"> - ESQ - APS / APD - PRO - Coordination SSI (Définition des besoins) - OPC (Définition des besoins)
Phase n°02	Phase réalisation <ul style="list-style-type: none"> - DET - VISA - AOR - OPC - Coordination SSI - SYN - TRVX + EXE

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ

A titre indicatif, les prestations sont conclues pour une durée globale de 20 mois hors Garantie de Parfait Achèvement.

La durée du marché s'étend de la date de notification à la fin du délai de Garantie de Parfait Achèvement des travaux, tous corps d'état confondus.

La livraison du bâtiment doit être réalisée au plus tard le 16 avril 2027.

Le marché est conclu pour une durée ferme et n'est pas reconductible.

ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Ordres de service

Prestation	Décomposition		Acronyme	Début d'exécution
Maitrise d'œuvre	Mission de base	Etudes d'esquisse (prime)	ESQ	Phase offre
		Etudes d'avant-projet : Etudes d'avant-projet sommaire Etudes d'avant-projet définitif	APS APD	A notification OS
		Etude de projet	PRO	OS
		Examen de la conformité des études d'exécution au projet et leur visa	VISA	OS
		Direction de l'exécution des marchés publics de travaux	DET	OS
		Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement	AOR	Suivant le planning établi par le groupement
Travaux + EXE			TRVX	OS
Missions complémentaires	MC 1 : Synthèse et coordination de la cellule de synthèse		SYN	OS
	MC 2 : Ordonnancement Pilotage et Coordination		OPC	A notification
	MC 3 : Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie		CSSI	A notification

L'exécution des prestations débute conformément au tableau précisé ci-dessus.

A l'exception de la mission d'AOR, le délai d'exécution de chaque élément de mission et des travaux court à compter de la date précisée dans l'ordre de service de démarrage des prestations ou à compter de la date de notification pour les missions concernées.

Pour les éléments de mission comportant des prestations d'études, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études au maître d'ouvrage, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

Dans le cadre des travaux, les émissions d'ordres de services pourront être effectuées par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

Ces ordres de service peuvent prévoir des prestations supplémentaires ou modificatives.

Réunion de lancement

A l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les 15 jours calendaires suivant le démarrage de la mission, le maître d'ouvrage et le titulaire se réunissent afin notamment :

- d'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération ;
- de définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage ;
- de définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage ;
- de préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération ;
- de compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d'œuvre ;
- de présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations.

La réunion de lancement fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire du marché et transmis dans les 2 jours ouvrés à compter de la réunion de lancement.

Concernant l'exécution des travaux et par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, tous les ordres de services émis par l'entreprise ayant la charge de la mission de maîtrise d'œuvre sont transmis et validés par la maîtrise d'ouvrage. En l'absence de réponse de la maîtrise d'ouvrage dans un délai de 10 jours ouvrés, l'ordre de service est réputé admis par la maîtrise d'ouvrage. En cas d'urgence dument justifiée, ce délai peut être réduit à 1 jour.

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux, les ordres de service entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, sont émis par le maître d'ouvrage.

6.2 Bons de commande

Sans objet.

6.3 Marchés subséquents

Sans objet.

ARTICLE 7 : INTERVENANTS

7.1 Conduite d'opération

La conduite des opérations est assurée par : le Centre Hospitalier du Mans – **La Direction des Bâtiments**

Elle pourra évoluer au cours du marché.

7.2 Contrôle Technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique suivant : un contrôleur sera désigné ultérieurement.

Et assurant la mission suivante : Missions L+S + STI + PS + Hand + Attes Hand+ Ph + Th + GTB + F + Hys + PV.

Le groupement doit tenir compte de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître de l'ouvrage lui aura notifiées pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

7.3 Coordonnateur Hygiène et Sécurité

Cette opération est classée en 2ème catégorie, au sens de l'article R4532-1 du Code du Travail.

La coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs, telle que définie par la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et de ses décrets d'application, exige une collaboration du titulaire, tant en ce qui concerne la phase étude que la phase chantier.

Le titulaire devra, en particulier, collaborer avec le coordonnateur de sécurité en lui fournissant tout renseignement utile (pour les chantiers qui y seraient soumis) en vue de lui permettre, en particulier, la mise au point des plans (spécialement le plan général de coordination qui sera joint au dossier de consultation des entrepreneurs) et la constitution du dossier d'interventions ultérieures.

La mission de coordination SPS sera assurée par : un coordonnateur sera désigné ultérieurement.

7.4 Ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

La mission d'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination) est confiée à la maîtrise d'œuvre du présent marché

7.5 Sécurité Incendie

La mission de coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI) sera confiée à la maîtrise d'œuvre du présent marché.

7.6 Synthèse

La mission de synthèse (SYN) sera confiée à la maîtrise d'œuvre du présent marché.

ARTICLE 8 : GROUPEMENT – COTRAITANCE – SOUS-TRAITANCE

8.1 Groupement – Cotraitance

Au sens du présent document, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés « co-traitants ».

Le rôle du mandataire est le suivant :

- Il représente les différents membres vis-à-vis du maître de l'ouvrage.
 - A ce titre, le mandataire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les prestations du présent marché soient réalisées dans les conditions dudit marché, éventuellement modifié par voie d'avenant, quand bien même un des membres du groupement serait défaillant ;
 - A ce titre, également, toute notification, tout courrier à destination du groupement ou de l'un de ses membres peut valablement lui être adressé ;
 - De la même façon, le mandataire vise toutes les pièces établies par la maîtrise d'œuvre dès lors que celles-ci concernent l'application du marché (mémoires, réclamations, notes d'honoraires, demande d'agrément de sous-traitant(s), etc.)
- Il assure la coordination entre les membres du groupement.

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du maître d'ouvrage, pour l'exécution du marché.

- En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.
- En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

Défaillance du mandataire dans ses obligations de représentation et de coordination ou dans la réalisation de ses prestations :

Dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux. A défaut, et à l'issue du délai de trente jours courant à compter de la notification de l'invitation du maître d'ouvrage d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire. Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

Dès la notification du marché, les cotraitants désignent une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le mandataire en cours d'exécution du marché.

8.2 Sous-traitance

Le titulaire du marché ou les cotraitants du marché peuvent sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Concernant la mission de maîtrise d'œuvre, les conditions de l'exercice de la sous-traitance des prestations de maîtrise d'œuvre sont définies au CCAG-MOE.

Concernant l'exécution des travaux, il est fait applicable du CCAG-Travaux.

8.3 Accès des TPE et PME

Conformément à l'article R2171-23 du code de la commande publique, si le titulaire d'un marché global n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise ou un artisan, la part minimale qu'il s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans, en application de l'article L. 2171-8, est fixée à 20 % du montant prévisionnel du marché.

Le groupement devra se conformer à cette obligation et transmettre trimestriellement au maître d'ouvrage les preuves du respect de cette obligation et notamment les informations suivantes :

- La raison sociale de la ou des TPE/PME ayant effectué des prestations pour le mois précédent,
- Le Siret de la ou des TPE/PME ayant effectué des prestations pour le mois précédent,
- Les prestations exécutées par la ou les TPE/PME pour le trimestre précédent,
- Le montant en € HT des prestations exécutées par la ou les TPE/PME pour le trimestre précédent,
- Le montant en € TTC des prestations exécutées par la ou les TPE/PME pour le trimestre précédent,
- Le pourcentage du montant prévisionnel du marché cumulé exécuté.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra fournir toute information permettant d'attester du respect de cette obligation, dans un délai de 10 jours suivant la demande.

ARTICLE 9 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

9.1 Clause environnementale

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, la dimension environnementale est prise en compte dans l'exécution du marché. S'agissant de prestation intellectuelle, la transmission des livrables se fera dans la mesure du possible, uniquement par voie dématérialisée. Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papier recyclé ou issus de forêts gérées durablement.

Le présent marché public est soumis à des considérations environnementales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande et du CCAG applicable et notamment concernant les déplacements, les livraisons, la limitation et la gestion des déchets.

9.2 Clause sociale

Sans objet

ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation aux articles 4.1 du CCAG-MOE et 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous* :

- L'Acte d'engagement (AE) ou ATTRI 1 et ses éventuelles annexes dont le « Tableau de désignation des co-traitants et répartition des mission », dans la version résultat des dernières modifications éventuelles, gérées par modification du marché (avenant, acte de sous-traitance) et/ou par mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de maîtrise d'œuvre (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*) ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de travaux (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) * ;
- Le Plan détaillé des Travaux (P.T.D.) et ses annexes ;
- Le planning définitif d'exécution validé par le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ;
- Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) applicables au présent marché ;
- L'offre technique du titulaire dont le tableau des surfaces complété, (*)
- Le Règlement Intérieur du (ou des) établissement(s) concerné(s)

*Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

La DPGF n'est contractuelle que pour :

- son prix global ;
- la décomposition des éléments nécessaires à l'exécution des prestations et en ce qui concerne les prix unitaires des éléments destinés à l'évaluation des prestations éventuellement en supplément ou en déduction du prix global, suivant les ordres de service délivrés. En aucun cas, les quantités indiquées dans ce document n'ont de valeur contractuelle, le prix du marché étant global et forfaitaire.

Par ailleurs, les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans la décomposition du prix des prestations traitées ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification d'un prix forfaitaire.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. L'employeur devra apporter la preuve qu'il a intégré une clause de confidentialité aux contrats des personnels du titulaire intervenant dans le cadre de la prestation. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 12 : CONDITIONS PARTICULIERES

12.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

Par ailleurs, en tant qu'établissement de santé, le Centre Hospitalier du Mans a décidé de renforcer son action en faveur de la prévention des risques liés au tabac et s'engage dans la stratégie nationale de promotion des lieux de santé sans tabac.

Pour soutenir les personnes en cours de sevrage et pour protéger les non-fumeurs, toute l'enceinte du CHM, y compris les espaces extérieurs et les chantiers est non-fumeur.

Seules quelques abris fumeur clairement identifiées restent à disposition des personnes qui souhaitent continuer l'usage du tabac.

En cas de non-respect de l'interdiction de fumer hors des abris fumeur, le titulaire s'expose à une pénalité forfaitaire de 10 € par manquement constaté.

En outre, la personne vue en train de fumer, sera exclue immédiatement du CHM aux frais et risques de l'entreprise.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

12.2 Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 13 : REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement du marché indique ce qui doit être réglé respectivement :

- pour un groupement conjoint, au mandataire titulaire du marché, ses co-traitants et leurs sous-traitants directs.
- pour un groupement solidaire sans compte commun, au mandataire titulaire du marché, ses co-traitants et leurs sous-traitants directs.
- pour un groupement solidaire avec compte commun, au groupement titulaire, après constitution d'un compte unique au nom des membres du groupement ou du mandataire, du marché et à ses sous-traitants directs.

ARTICLE 14 : CONTENU DU PRIX

La rémunération de la maîtrise d'œuvre et des opérateurs économiques en charge de l'exécution des travaux est forfaitaire, tous frais confondus.

Il est précisé que le prix forfaitaire du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire, y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle et de sa responsabilité civile décennale. Ces frais incluent notamment ceux relatifs : aux déplacements, à la reprographie des documents d'étude prévue au présent CCAP, aux frais de personnels.

Le prix forfaitaire est également réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

Le prix des prestations est réputé comprendre également l'ensemble des frais d'installation de chantier ainsi que le retrait de ces installations, le nettoyage et l'enlèvement des déchets, gravats, frais de mise en décharge ou de recyclage.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

Par ailleurs, les titulaires sont tenus de vérifier la cohérence du dossier avant la remise de leur offre. Aucune réclamation d'un titulaire ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

ARTICLE 15 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX

15.1 Dispositions communes

Aucune demande de révision de prix ne pourra intervenir pendant la première année du marché à la demande du titulaire ou de l'acheteur.

Au-delà, les prix seront révisés à la hausse comme à la baisse, annuellement à date anniversaire du contrat. Le titulaire enverra ses prix révisés au moins deux mois avant chaque échéance annuelle

Cette demande devra être adressée à G. GARAUD : ggaraud@ch-lemans.fr.

La date d'établissement des prix est la date de remise des offres par le titulaire. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Tous les indices sont publiés au **B.O.C.C.R.F.** : **B**ulletin **O**fficiel de la **C**oncurrence, de la **C**onsommation et de la **R**épression des **F**raudes ou sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>).

15.2 Mission de maîtrise d'œuvre

La révision est effectuée dans les conditions de l'article 13.1 et par application à chaque élément de mission du coefficient:-

$$C = 0.15 + 0.85 I_m / I_o$$

avec I_o = index ingénierie du mois m_o correspondant au mois de remise de l'offre définitive

I_m = index ingénierie du mois m correspondant à la réalisation de la prestation

Détermination du mois m correspondant à l'index I_m :

Pour : - l'esquisse (ESQ), - les études d'avant-projet (APS/APD), - les études de projet (PRO)	mois de la validation de la phase d'étude
Pour : - la direction de l'exécution des marchés de travaux (DET et VISA), - l'assistance à la réception et au parfait achèvement (AOR), - l'ordonnancement, coordination et pilotage du chantier (OPC), - la coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI). - la mission de synthèse (SYN)	de la présentation de l'acompte relatif à l'élément de mission correspondant dans le respect des conditions de versement des acomptes visées à l'article 4.1 Partie II du présent CCAP

15.3 Travaux

Le prix est **révisable** dans les conditions de l'article 13.1 et par application de la formule précisée ci-après.

La demande de révision devra contenir :

- La valeur de(s) l'indice(s)
- La formule de révision
- Les prix initiaux des annexes financières du marché
- Les prix révisés des annexes financières du marché

Le coefficient de révision applicable est calculée en applicable de la formule suivant :

$$C_r = 15\% + 85\% I_n / I_o$$

dans laquelle :

- Cr : coefficient de révision
- Io: valeurs prises au mois zéro par les ou l'index de référence I du marché
- I: valeurs prises au mois d'établissement de révision par les ou l'index de référence(s) I du marché ;

Index de référence : $0.4 \text{ BT06} + 0.2 \text{ BT47} + 0.2 \text{ BT40} + 0.2 \text{ BT46}$

ARTICLE 16 : MODALITES DE REGLEMENT

16.1 Avance

16.1.1 Avance au groupement

Une avance sera versée, et à ses sous-traitants agréés, dans les conditions prévues au Code de la commande publique, notamment ses articles R.2191-3 et suivants, et à condition que le titulaire n'ait pas renoncé à son versement dans l'acte d'engagement.

Il sera fait application de l'option B du CCAG retenue au regard des prestations concernées.

Le montant de l'avance est fonction de la durée du marché en application des articles R. 2191-7 et R. 2191-13 du Code de la commande publique, et plus précisément

- Cette avance correspondra à un pourcentage de 5 % de la somme égale à douze fois le montant initial TTC du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise, le taux de cette avance est porté au taux minimum applicable en application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, s'il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre du groupement, ainsi que leur montant, il leur sera versé la part de l'avance revenant à chacun de ces membres. À défaut d'une telle possibilité d'identification, l'avance sera versée sur le compte du mandataire du groupement qui aura la charge de la répartir entre les membres dudit groupement.

Conformément aux articles R. 2193-20 et R. 2193-21 du Code de la commande publique, si le titulaire du marché a perçu l'avance correspondant au marché et sous-traite une part des prestations de celle-ci postérieurement au début d'exécution dudit marché, il doit rembourser la fraction de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, et ce même si le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas en bénéficier. Le remboursement par le titulaire s'impute alors sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial de sous-traitance.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint ou dépasse 65 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre du marché

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le maître d'œuvre atteint 80 % du montant TTC du montant toutes taxes comprises des prestations qui sont confiées au titre du marché. Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou du solde.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande pour son remboursement total. La constitution d'une caution personnelle et solidaire n'est pas admise.

L'avance sera payée dans le délai de paiement prévu par le présent marché, à compter du commencement d'exécution par le titulaire des prestations du marché mais ne pourra être mandatée avant la constitution de la garantie visée à l'alinéa précédent.

16.1.2 Avance aux sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants acceptés et bénéficiant d'un paiement direct, sous réserve qu'ils n'y aient pas renoncé dans la déclaration de sous-traitance. Le paiement de cette avance est subordonné au remboursement, s'il y a lieu, de la partie de l'avance versée au titulaire au titre des prestations sous-traitées.

Le montant de l'avance est calculé par application des dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, sur la base d'un pourcentage de 5%, au montant des prestations sous-traitées. Lorsque le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux de cette avance est porté au taux minimum applicable en application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

En conséquence :

- L'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant des prestations de son marché, diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct,
- L'avance versée au sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct, est calculée sur la base du montant des prestations qui lui sont sous-traitées

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande pour son remboursement total. La constitution d'une caution personnelle et solidaire n'est pas admise.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le droit du sous-traitant au versement de cette avance est ouvert à la date de commencement d'exécution des prestations par celui-ci.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations sous-traitées atteindra 65% du montant des prestations au titre desquelles est accordée cette avance et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au sous-traitant à titre d'acomptes ou du solde.

16.2 Prise en compte de la prime versée dans le cadre de la mise en concurrence

La rémunération du titulaire doit tenir compte de la prime reçue pour sa participation dans le cadre de la mise en concurrence.

La prime versée au titulaire du présent marché est considérée comme un acompte sur l'élément de mission, objet de la mise en concurrence (ESQ). Le montant sera donc déduit des sommes à verser au titre de l'élément de mission concerné, voire de la somme à payer

au titre de l'élément de mission suivant, dans l'hypothèse où le montant de la prime excéderait le prix forfaitaire de l'élément de mission correspondant à la mise en concurrence.

Cette déduction sera faite sur les prix forfaitaires des missions concernées, avant l'application du coefficient de révision.

Si la prime n'a pas été versée au titulaire à l'issue de la mise en concurrence, elle est réputée versée à l'occasion du paiement de l'élément de mission correspondant, objet de la mise en concurrence (ESQ), et le cas échéant lors du paiement de l'élément de mission suivant, dans l'hypothèse où le montant de la prime excéderait le prix forfaitaire de l'élément de mission correspondant à la mise en concurrence.

Le montant de cette prime est déduit du prix forfaitaire des missions concernées, avant l'application du coefficient de révision.

16.3 Temporalité de la demande de paiement

Les modalités sont prévues en partie II et III du présent CCAP.

16.4 Acomptes

Les modalités sont prévues en partie II et III du présent CCAP.

16.5 Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

Les demandes de paiement sont établies sous forme de facture comprenant les éléments suivants :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Les nom et adresse du créancier ;
- Le destinataire de la facture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion) ;
- Le numéro et la date du marché (ainsi que le numéro et la date du bon de commande si marché à bons de commande) et les références du bon de livraison ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures et les pièces justificatives nécessaires sont déposées sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

16.6 Comptables assignataires

Le comptable assignataire du présent marché est :

Monsieur le Trésorier Principal
TRESORERIE HOSPITALIERE DU MANS
192 avenue Rubillard
BP 21072
72072 LE MANS CEDEX 1

16.7 Délais de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

16.8 Intérêts moratoires

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

16.9 Sureté

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 %.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie.

ARTICLE 17 : PENALITES

Pour les prestations relatives à la mission de maîtrise d'œuvre, le présent article déroge :

- A l'article 16.2.4 du CCAG-MOE,
- A l'article 16.1.3 du CCAG-MOE,
- A l'article 16.2.1 du CCAG-MOE,

Pour les prestations relatives aux travaux, le présent article déroge :

- A l'article 12.2.3 du CCAG-Travaux,
- A l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux,
- A l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux

Les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits. Le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant total hors taxes du marché. Aucune exonération n'est prévue.

17.1. Principes Généraux

Sauf cas de Force Majeure, faute de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent Contrat, le Titulaire pourra se voir infliger des Pénalités sans préjudice, le cas échéant, de dommages et intérêts dus à des tiers.

Un même manquement du Titulaire au titre des obligations mises à sa charge par le Contrat ne peut donner lieu à l'application simultanée de plusieurs types de Pénalités.

Le paiement des Pénalités s'imputera par compensation sur les demandes d'acompte mensuel et/ou sur le décompte général. Dans l'attente des indications du Titulaire sur la répartition des retenues et pénalités, elles sont retenues ou appliquées en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître d'Ouvrage à l'égard des autres co-traitants.

L'application des Pénalités est sans préjudice à l'exercice par le Maître d'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au Titulaire des coûts induits par sa négligence.

17.2. Pénalité de retard

A l'exception des manquements pour lesquels une pénalité particulière est expressément prévue par le présent Contrat, le Titulaire encourt l'application d'une Pénalité de Retard d'un montant de 1 000 euros par jour calendaire de retard dans le cas où celui-ci ne respecterait pas un délai ou une échéance fixée par le Contrat ou par le Maître d'Ouvrage ou son représentant.

Tel est notamment le cas lorsque celui-ci accuse un retard dans la production ou la remise d'un document, la réalisation d'une étude, la production de justificatifs, production des attestations d'assurance, la production d'un devis, compte rendu de réunions...

La Pénalité de retard s'applique du seul fait de la constatation du retard par le Maître d'Ouvrage ou son représentant au vu des exigences du Contrat, sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire.

Dans le cas où le retard résulterait du non-respect, par le Titulaire, d'un délai fixé par le Maître d'Ouvrage ou son représentant, la Pénalité de retard ne pourra s'appliquer qu'à la condition que le Maître d'Ouvrage ou son représentant se soit assuré, par tout moyen, que le Titulaire a bien eu communication de ce délai.

17.3. Pénalité de Livraison

En cas de retard imputable au Titulaire dans la Date de Réception de l'Ouvrage (comprenant la réalisation des opérations préalables à la réception) tel que fixé au Calendrier Détaillé d'Exécution ou, à défaut, du Calendrier Global, le Titulaire encourt une Pénalité de Livraison journalière 1000 € H.T. par jour calendaire de retard. La pénalité sera portée à 2000 € H.T. par jour calendaire de retard à partir du 16/04/2027.

Une pénalité pourra être appliquée provisoirement en cas de retard dans l'exécution des obligations incombant au Titulaire au titre de la Phase 1. Cette pénalité provisoire sera restituée si le Titulaire parvient à rattraper son retard à l'issue de la Phase 2. Le rattrapage du retard s'entend comme le respect de la Date de Réception prévue au Calendrier Global.

Cette Pénalité de Livraison est encourue du simple fait de la constatation par le Maître d'Ouvrage ou de son représentant du retard, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

17.4. Non-respect du Calendrier Détaillé d'Exécution

En cas de retard imputable au Titulaire par rapport à un délai fixé au Calendrier Détaillé d'Exécution ou, à défaut, au Calendrier Global, le Titulaire encourt une Pénalité de retard de 1000 € hors taxe par jour calendaire de retard.

Cette Pénalité de retard est encourue du simple fait de la constatation par le Maître d'Ouvrage du retard, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Si lors de la Réception de l'Ouvrage, aucun retard n'est constaté sur le délai de réception tel que prévu au Calendrier Détaillé d'Exécution ou, à défaut, au Calendrier Global, le Maître d'Ouvrage peut restituer les pénalités appliquées en cours d'exécution des travaux.

17.5. Présence aux réunions

En cas d'absence, de non-organisation ou de non-direction des réunions par le Titulaire, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité par manquement constaté de trois cents euros (300 €) par réunion.

En sus, le Titulaire se verra appliquer, toujours sans mise en demeure préalable, une pénalité de cent euros (100 €) chaque fois qu'il ne se rendra pas dans les bureaux du Maître d'Ouvrage ou sur le chantier, lorsqu'il en est requis, ou qu'il ne se fera pas représenter, ou qu'il accusera un retard de plus de 30 minutes.

Cette pénalité est applicable sur simple constatation et sera doublée à la deuxième absence et retard successifs par le Maître d'Ouvrage.

Cette pénalité est également applicable dans les conditions susmentionnées aux réunions organisées par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé et aux réunions organisées par le Maître d'Ouvrage.

17.6. Pénalités pour non-respect des observations du coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé et du contrôleur technique

Si les observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ou du contrôleur technique ne sont pas suivies d'effet dans un délai de 15 jours ou dans le délai prescrit par ce dernier ou en **cas d'urgence immédiatement**, le retard constaté sera assimilable à un retard d'exécution et sera sanctionné d'une pénalité d'un montant de cinq cent euros (500€) par jour calendaire de retard et sans mise en demeure.

Le constat de ce retard par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ou du contrôleur technique sera notifié par tout moyen utile et la pénalité correspondante appliquée sur le prochain acompte de l'entreprise en cas de non-respect de la mise en demeure.

En cas de risques graves et imminents, et lorsque le coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé aura été fondé à demander au Titulaire l'arrêt immédiat de l'activité concernée, celui-ci encourt une pénalité de mille euros (1000 €) dès le prononcé de l'arrêt et sans mise en demeure.

Une pénalité de mille euros (1000 €) sera ensuite appliquée par jour calendaire d'arrêt.

Le constat de l'infraction par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la

santé sera notifié par ordre de service et la pénalité correspondante appliquée sur le prochain acompte de l'entreprise.

17.7. Pénalité pour non-respect du tri des déchets et de l'environnement

En cas de manquements, à ce titre, le Titulaire s'expose à l'application d'une pénalité forfaitaire de cinq cent euros (500€), après mise en demeure non suivie d'effet dans un délai de 5 jours à compter de la notification de la mise en demeure, notamment dans les cas suivants :

- Dépôt de déchet(s) dans une benne non appropriée ;
- Dépôts sauvages ou enfouissement de déchets ;
- Stockage de produits ou matériels en zone interdite ;
- Matériel de chantier non conforme ;
- Non-respect des circulations aux abords du chantier ;
- Nettoyage quotidien de la zone de travail non réalisé.

En aucun cas, il ne sera accepté sur l'ensemble de l'emprise du chantier, la vidange et le nettoyage des seaux, bétonnières, toupies, brouettes et de tout autre contenant destiné à la préparation des bétons, liants, apprêts, enduits, solvants, diluants, peintures, vernis, lasure....

Le non-respect de cette instruction conduirait à l'évacuation immédiate de ces vidanges, et des terres contaminées par les produits déversés sur le sol.

Le Titulaire doit intégrer dans le plan de chantier et faire valider par le Maître d'Ouvrage ou son représentant et par le CSPS avant le démarrage des travaux, les zones susceptibles d'accueillir les vidanges de ces contenants. Il doit en informer les entreprises avant démarrage de leur intervention.

17.8. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Dans le cas où le Maître de l'ouvrage est informé par le CSPS ou par un agent de l'Inspection du Travail que le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il pourra lui appliquer des pénalités fixées en application de l'article L 8222-6 du code du travail : *« le montant des pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail »*.

Cette pénalité sera appliquée si, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser sa situation irrégulière, le Titulaire n'apporte pas au Maître de l'ouvrage la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze (15) jours, le Maître d'ouvrage en informe l'agent de l'Inspection du Travail auteur du signalement et peut appliquer les pénalités prévues par le contrat.

S'il n'applique pas les pénalités, le Maître d'Ouvrage pourra résilier le présent marché, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Ce document doit être tenu à jour et accessible à la demande du CSPS et de l'ATMO.

17.9. Pénalités pour retard dans la levée des réserves et la réparation des désordres de parfait achèvement

En cas de retard dans la levée d'une réserve à la réception par rapport au délai dont elle a été

assortie dans la décision de réception des Ouvrages, le Titulaire s'expose à l'application d'une pénalité forfaitaire de deux cents euros (200 €) par jour calendaire de retard, sans mise en demeure préalable.

En cas de retard dans la reprise d'un désordre relevé dans le cadre de la garantie de parfait achèvement par rapport au délai dont il a été assorti dans la déclaration du Maître d'ouvrage, le Titulaire s'expose à l'application d'une pénalité forfaitaire de cinq cents euros (500 €) par jour calendaire de retard, sans mise en demeure préalable.

L'application de ces pénalités est sans incidence sur la possibilité pour le Maître d'ouvrage de faire exécuter les travaux correspondant aux frais et risques du Titulaire en cas de carence de celui-ci au-delà du délai prescrit.

17.10. Autre pénalités

Pénalité pour retard de transmission des documents relatifs à l'article 7.3 du présent CCAP (obligation d'accès aux TPE/PME) : 100 € par jour calendaire de retard

Pénalité pour non-respect du mémoire technique : 500 € HT par manquement constaté

Pénalité pour non-respect des clauses techniques du CCTP : 500 € HT par manquement constaté.

Pénalité pour non-respect de l'interdiction de fumer hors des zones fumeur : 50 € par manquement constaté.

ARTICLE 18 : PRIME

Sans objet

CHAPITRE 3 : EXECUTION

ARTICLE 19 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

19.1 Livraison

Sans objet

19.2 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen dans les conditions définies ci-après :

Dans le cadre d'évolutions des conditions financières soumises à la force majeure, dans la mesure où un accord financier peut être accepté par le pouvoir adjudicateur.

19.3 Changement de références

Sans objet

19.4 Prestations similaires

Les prestations, objet du présent marché, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché. Les conditions d'exécution de ce nouveau marché précisées au présent C.C.A.P.

19.5 Données indispensables à l'exécution d'une mission de service public

Sans objet

ARTICLE 20 - ASSURANCE

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement exécution, l'Entrepreneur ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- Assurance de responsabilité civile professionnelle :

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

- Assurance de responsabilité civile décennale :

Pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, le titulaire souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances.

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

Pour les ouvrages de construction non soumis à l'obligation légale d'assurance, mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, lorsque le CCAP ou tout autre document en tenant lieu le prévoit, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale.

Les montants de garantie, s'ils sont fixés, sont adaptés aux limites du marché de l'assurance.

A la notification du marché, le maître d'ouvrage communique au titulaire le coût prévisionnel total de l'opération de construction, honoraires compris.

- Attestations d'assurance :

Le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas d'assurance de responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le titulaire doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets de son marché.

Les mêmes documents mis à jour seront présentés par les entreprises à la remise des décomptes définitifs de l'opération.

Une garantie décennale est nécessaire ; l'attestation de cette assurance sera fournie avant tout commencement de travaux par le titulaire du marché aux établissements de santé concernés.

ARTICLE 21 – RESILIATION

Application des CCAG-MOE et CCAG-Travaux et notamment de ses dispositions relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, de faire usage de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 22 – DIFFERENDS

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif :

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

CCIRA de Nantes
DREETS DES PAYS DE LA LOIRE
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES CEDEX 1
02 53 46 79 83 - 6 02 53 46 79 79
paysdl.ccira@dreets.gouv.fr <https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr>

PARTIE II – DISPOSITIONS **SPECIFIQUES AUX MISSIONS DE** **MAÎTRISE D'OEUVRE**

ARTICLE 1 – GENERALITES

La partie II du CCAP a pour objet de définir l'exécution administrative de la mission de maîtrise d'œuvre pour la **Conception Réalisation pour la démolition de bâtiments et la construction d'un internat de 75 logements type studio au Centre Hospitalier du Mans.**

Il est applicable pour l'ensemble de la mission à la charge du maître d'œuvre identifié en annexe 01 de l'Acte d'Engagement du présent marché.

ARTICLE 2 – MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE

La mission de maitrise d'œuvre devra comprendre les éléments de mission suivants :

Eléments de mission base	
ESQ	Esquisse (phase offre)
APS	Avant-Projet Sommaire
APD	Avant-Projet Définitif
PRO	Etudes de projet
DET	Direction de l'exécution des marchés publics de travaux
AOR	assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement
VISA	L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et leur visa lorsqu'elles ont été faites par un opérateur économique chargé des travaux

Eléments de mission complémentaires	
OPC	Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier
CSSI	Coordination des Systèmes de Sécurité incendie
SYN	Etudes de synthèse – Synthèse et coordination de la cellule de synthèse

Elle est composée en outre :

- De l'ensemble des tâches que le CCAG de marchés publics de travaux impute à la maîtrise d'œuvre qui est réputée le connaître ;
- Des dispositions précisées à la norme NF P 94-500 relatives à la mission G2 (géotechnique) mise à la charge du titulaire ; La mission G1 est à la charge du Centre Hospitalier du Mans.
- Et plus généralement des obligations de conseil inhérentes à la fonction de maîtrise d'œuvre. Il s'agira notamment, sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative :
 - des dispositions à prendre dans le cadre de la protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de la lutte contre le travail clandestin,
 - de la vigilance concernant la sous-traitance irrégulière,
 - des dispositions relatives à la santé et à la sécurité des personnels affectés aux travaux,
 - des dispositions à prendre pour maintenir la sécurité et la circulation des personnes et des biens.

ARTICLE 3 – CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION

Le contenu de chaque élément de mission est précisé au CCTP.

Les études d'Avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers :

- du Permis de construire (en fin de phase APD),
- Du Permis de démolir,
- des autres autorisations administratives nécessaires à l'opération, dont les autorisations environnementales.

ARTICLE 4 – MODALITE DE REGLEMENT

4.1 Remise de la demande de paiement / Acomptes

4.1.1 Les sommes dues au maître d'œuvre au titre du présent marché feront l'objet d'acomptes versés dans les conditions suivantes :

Élément de mission	Montant de l'acompte
Esquisse	100% à validation de l'élément de mission
Avant-projet	90% à validation de l'élément de mission 10% à l'obtention de toutes les autorisations administratives
Projet	100% à validation de l'élément de mission
Direction de l'exécution des travaux	acomptes mensuel proportionnels au montant des travaux exécutés.
Ordonnancement Pilotage Coordination	acomptes mensuel proportionnels au montant des travaux exécutés.
Assistance au maître de l'ouvrage pour la réception des travaux et la période de garantie de parfait achèvement	trois acomptes versés dans les conditions suivantes : - 40 % de l'élément de mission à l'issue de la réception avec levée des réserves, - 30 % de l'élément de mission à la remise des DOE, - 30 % de l'élément de mission à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement
Visa (examen de la conformité)	acomptes mensuel proportionnels au montant des travaux exécutés
Coordination des Systèmes de sécurité Incendie	acomptes mensuel proportionnels au montant des travaux exécutés
SYN	acomptes mensuel proportionnels au montant des travaux exécutés

4.1.2 En cas de désaccord du maître de l'ouvrage sur une demande de paiement

Celui-ci devra faire connaître au titulaire de la mission, dans un **délai de trois semaines** à partir de la demande d'acompte, le montant des sommes qu'il estime devoir lui payer.

La partie non contestée d'une demande devra faire l'objet d'un paiement dans le délai de 50 jours, et la partie contestée, si elle est due, devra être payée dans le **délai d'un mois** à compter du jour où un accord sera intervenu entre le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage.

4.2 Décompte et rémunération finale de la mission de maîtrise d'œuvre et des missions complémentaires

A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des travaux, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage un **projet de décompte final** correspondant aux prestations fournies. Le décompte final comprend les mêmes mentions que les factures d'acompte.

La rémunération finale est égale au forfait de rémunération initial (éventuellement modifié par avenant ou ordre de service), diminuée, le cas échéant, des pénalités prévues au présent CCAP.

Le solde de la rémunération ne pourra intervenir qu'après production par le maître d'œuvre de l'attestation d'assurance couvrant l'opération et l'achèvement de l'ensemble des éléments de missions (remise des DOE et validation par un procès-verbal d'achèvement de la mission d'assistance au maître de l'ouvrage pour la réception des travaux et la période de garantie de parfait achèvement).

Par dérogation à l'article 11.7.1 du CCAG-MOE, le maître de l'ouvrage notifiera au maître d'œuvre le solde de ses honoraires accompagnés du **décompte général** au vu du procès-verbal d'achèvement de la dernière mission susvisée.

ARTICLE 5 - DELAIS D'EXECUTION

5.1 Délais d'exécution de la mission de base de maîtrise d'œuvre et des missions complémentaires

Il existe des délais pour l'exécution des éléments de mission et des délais pour l'établissement des documents d'études.

5.1.1. Comptage des délais

Le point de départ de ces délais (donc du premier élément constitutif de la mission hors Esquisse, établie en phase offre : Études d'avant-projet) est la date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la notification du marché.

Les autres délais commencent à courir à la date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de l'ordre de service.

5.1.2. Délais d'exécution des éléments de mission – Nombre d'exemplaire(s) à remettre

Les délais dans lesquels le maître d'œuvre devra procéder à la production des éléments de mission et de leurs documents d'études sont les suivants :

Mission	Document à remettre	Délai contractuel	Nombre d'exemplaire(s) à fournir
Esquisse		NC	2
Études d'avant-projet :	Avant-projet sommaire	5 semaines	1 papier + 1 informatique
	Avant-projet détaillé	5 semaines	
	Dossier d'autorisation administrative	2 semaines suivant APD	Autant d'exemplaire que demandé par l'administration + 2
Études de projet		8 semaines	1 papier + 1 informatique au maître de l'ouvrage + CT + SPS

VISA	Visa de plans et notes de calcul produits par les entrepreneurs	7 jours à compter de la transmission du document	1 au maître de l'ouvrage + 1 à chaque entrepreneur concerné
Direction de l'exécution des contrats de travaux	Approbation du calendrier des travaux	au plus tard à la fin de la période de préparation	/
	Avis sur échantillons et prototype	2 semaines à compter de la transmission	/
	Diffusion des comptes rendus de chantier	2 jours à compter de la réunion	en 1 exemplaire au maître de l'ouvrage, + 1 exemplaire à chaque entrepreneur, + 1 au contrôleur technique, + 1 au CSPS
	Établissement des pièces modificatives aux marchés de travaux	3 semaines à compter de la demande	1
	Vérification des demandes d'acomptes des entrepreneurs et transmission au maître de l'ouvrage des propositions de paiement	7 jours à compter de la réception de la demande de paiement	/
	Vérification des mémoires définitifs, établissement des décomptes définitifs, et transmission au maître de l'ouvrage	3 semaines à compter de la réception du document	1
	Établissement et diffusion des ordres de service	/	1 pour l'entrepreneur concerné + 1 au maître de l'ouvrage
	Avis sur mémoire en réclamation des entrepreneurs	20 jours ouvrés à compter de la transmission de la demande	/
Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de GPA	Proposer une date de visite de réception au maître de l'ouvrage	10 jours à compter de la demande de réception de l'entrepreneur	1
	Adresser le procès-verbal de réception ou de refus de réception au maître de l'ouvrage	2 jours à compter du dernier jour de la visite de réception	1
	Proposition des moyens à mettre en œuvre pour mener à bien les travaux de reprise	10 jours à compter de la connaissance des faits	

	Remise des notices de fonctionnement et de la fiche descriptive et quantitatif de l'allée	2 mois avant la réception des travaux	2 papiers + 1 informatique
	Transmission du dossier des ouvrages exécutés	Maximum 1 mois à compter de la réception des travaux	2 papiers + 1 informatique
	Planning détaillé d'exécution des travaux	Au plus tard à la fin de la période de préparation	1
	Établissement et diffusion des comptes rendus de réunion	2 jours à compter de la réunion	en 1 au maître de l'ouvrage, + 1 à chaque entrepreneur, + 1 au contrôleur technique, + 1 au CSPS
	Mise à jour du planning	7 jours à compter de la demande	1 au maître de l'ouvrage + 1 à chaque entrepreneur
	Établissement du décompte mensuel des travaux en plus ou moins	Dans les 5 jours de la demande	1
	Transmission des questions à mettre à l'ordre de jour de la réunion de chanter	2 jours avant la date de la réunion	1 au maître de l'ouvrage + 1 à l'entrepreneur
	Signalement de tout événement ayant une incidence sur le planning de travaux	2 jours à compter de la connaissance de l'événement	1 au maître de l'ouvrage + 1 à l'entrepreneur
	Vérification de l'état d'avancement des travaux des acomptes mensuel des entrepreneurs	2 jours à compter de la réception du document	1 au maître de l'ouvrage + 1 à l'entrepreneur
	Proposition d'action corrective	7 jours à compter de la demande	1 au maître de l'ouvrage + 1 à l'entrepreneur
	Établissement des PV de levée des réserves	2 jours à compter du dernier jour de la visite de levée des réserves	1
SSI	Cahier des charges fonctionnel	-	1 papier + 1 fichier informatique
SYN	Documents de synthèse	Selon la proposition de la cellule de synthèse	1 fichier informatique

5.1.3. Autres délais (calculés en jours ouvrables)

Sans objet.

5.1.4. Prolongation des délais contractuels

Par dérogation à l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

En ce cas, le maître d'œuvre doit signaler au maître de l'ouvrage les causes faisant obstacle à l'exécution du marché, qui selon lui échappent à sa responsabilité. Il dispose, à cet effet, d'un délai d'un mois à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule, en même temps, une demande de prolongation du délai contractuel. Il indique la durée de la prolongation dès que le retard peut être déterminé. Le maître de l'ouvrage notifie sa décision dans le mois suivant la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

5.1.5 Délai d'approbation des études par le maître de l'ouvrage

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE, les délais maxima dans lesquels le maître de l'ouvrage devra procéder à l'acceptation des documents d'études sont fixés à :

Études d'esquisse	SO
Études d'Avant-Projet	Sommaire : 10 jours ouvrés Détaillé : 10 jours ouvrés
Études de projet	15 jours ouvrés
Autre mission	10 jours ouvrés

Le point de départ de ces délais est celui où le maître d'œuvre aura remis au maître de l'ouvrage les documents d'études en cause, éventuellement modifiés pour répondre aux observations et demandes du maître de l'ouvrage (cette remise sera effectuée lors d'une réunion de travail au cours de laquelle la mise au point sera faite).

Le délai d'acceptation des documents d'études pour l'approbation du maître d'ouvrage ne devra pas empêcher l'avancement des études suivantes par le maître d'œuvre. Aussi, le délai d'analyse des études par le maître d'ouvrage ne suspend pas l'avancement du projet.

5.2. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le maître de l'ouvrage peut décider l'arrêt de l'exécution des prestations, à l'issue de chacune des parties techniques définies à l'article 2 du présent CCAP.

5.3. Prolongation du délai d'exécution

Application du CCAG-MOE.

ARTICLE 6 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE TECHNIQUE – DESTRUCTION DES DONNEES

6.1 Déroulement des opérations de vérification

A l'exception des délais précisés à l'article 5.1.5 du présent CCAP-MOE, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Le délai d'acceptation des documents d'études pour l'approbation du maître d'ouvrage ne devra pas empêcher l'avancement des études suivantes par le maître d'œuvre. Aussi, le délai d'analyse des études par le maître d'ouvrage ne suspend pas l'avancement du projet.

6.2 Décision après vérification

Application du CCAG-MOE.

ARTICLE 7 : Utilisation des résultats

En dérogation de l'article 24 du CCAG-MOE, le Maître d'Ouvrage devient propriétaire au fur et à mesure de leur production de tous documents, plans, maquettes, rapports,

développements Informatiques et plus généralement de toutes créations techniques, littéraires et/ou artistiques réalisées par le Titulaire dans le cadre du marché.

Le Titulaire cède à titre exclusif au Maître d'Ouvrage, sur les œuvres protégées par la législation sur le droit d'auteur réalisées dans le cadre du marché (ci-après les Créations), les droits d'exploitation et de reproduction et notamment :

- Le droit de construire et de faire construire tout ou partie du programme, d'adapter, interpréter, compléter, modifier le programme et/ou les créations, avec ou sans lui, notamment dans le cadre de permis de construire nouveaux et/ou modificatifs, en cas de résiliation du marché quelle qu'en soit la cause ;
- Le droit d'adapter modifier, étendre, réduire l'immeuble, avec ou sans lui, notamment dans le cadre de permis de construire nouveaux et/ou modificatifs, postérieurement à l'achèvement de l'immeuble. A ces fins, le Maître d'Ouvrage pourra librement faire appel à tout Maître d'Œuvre et/ou architecte de son choix ;
- Le droit de procéder à la numérisation de tout ou partie des créations et/ou de leurs adaptations, quels qu'en soient les supports, les modes d'enregistrement ou de consultation ;
- Le droit de représenter et faire représenter publiquement les créations ;
- Le droit de reproduire et de faire reproduire, de diffuser et de faire diffuser, d'éditer et de faire éditer, tout ou partie des créations et/ou de leurs adaptations, sous toutes formes, par tous moyens et sur tous supports connus ou Inconnus à ce jour, et ce pour les besoins de la réalisation du projet et/ou de la promotion du maître de l'ouvrage ou du groupe auquel il appartient.

La cession susmentionnée s'entend pour tous les pays et produira ses effets pendant toute la durée de protection des droits telle qu'elle ressort de la législation en vigueur et notamment du Code de la propriété intellectuelle, y compris toute prolongation éventuelle qui pourrait être accordée.

Le Titulaire garantit au Maître d'Ouvrage la jouissance des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions quelconques. Il déclare qu'il dispose des droits cédés par le présent marché sur toutes les créations réalisées par lui-même, les membres de son équipe et les Intervenants extérieurs directement missionnés par lui.

Le Titulaire conserve le droit d'utiliser, représenter, exposer et reproduire les créations pour son usage personnel et privé et aux fins d'expositions et de salons ainsi plus généralement qu'aux fins de la promotion de son activité en tant que Maître d'Œuvre, à charge d'en informer préalablement le Maître d'Ouvrage dont le nom complet devra en outre être mentionné.

La cession des droits ci-dessus n'exonère pas le Maître d'Ouvrage de l'obligation légale de mentionner le nom complet du Maître d'Œuvre dans toute publication des créations, ainsi que d'une manière générale, de veiller au respect de son droit moral.

La présente session est consentie pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle afférents aux créations Issues de l'exécution des prestations et aux éléments qui les composent.

PARTIE III – DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX TRAVAUX

La partie III du CCAP a pour objet de définir l'exécution administrative de l'exécution des travaux pour la **Conception Réalisation pour la démolition de bâtiments et la construction d'un internat de 75 logements type studio au Centre Hospitalier du Mans**.

Il est applicable pour l'ensemble des travaux du présent marché.

ARTICLE 1 – PRIX ET REGLEMENT

1.1 Dépenses de chantier

Le titulaire a à sa charge, l'ensemble des dépenses de chantier nécessaire à l'exécution des prestations.

1.2 Modalités de règlement

1.1.1 Acomptes

Le montant de l'acompte est déterminé au regard du décompte mensuel.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

1.1.2 Demande de paiement final

Par dérogation à l'article 12.3.1 du CCAG-Travaux, après l'achèvement des travaux, l'entrepreneur ayant effectué les travaux établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale de l'entrepreneur ayant effectué les opérations de travaux, établissant le montant total des sommes auquel l'entreprise ayant effectué les travaux prétend du fait de l'exécution des travaux dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci, à l'exception des approvisionnements et des avances.

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, l'entrepreneur ayant effectué les travaux notifie son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Par dérogation à l'article 12.3.3 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par l'entrepreneur ayant effectué les travaux, après acceptation du maître d'œuvre. Le projet accepté ou rectifié par le maître d'ouvrage devient alors le décompte final. En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 12.3.4 du CCAG Travaux, en cas de retard dans la transmission du projet de décompte final, le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire ou le mandataire du groupement, de transmettre son projet dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général.

1.1.3 Le décompte général définitif – Solde

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général conformément à l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général des travaux dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux, si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés ci-dessus, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé.

Dans un délai de 20 jours à compter de la réception de ces documents, le maître d'ouvrage notifie le décompte général au titulaire. Le décompte général et définitif est alors établi dans les conditions fixées à l'article 12.4.3 du CCAG Travaux.

Si, dans ce délai de 20 jours, le maître d'ouvrage n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient le décompte général et définitif. Le délai de paiement du solde, hors révisions de prix définitives, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde. Le cas échéant, les révisions de prix sont calculées dans les conditions prévues à l'article 12.4.2. du CCAG-Travaux.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

L'acheteur prévoit la possibilité d'une suspension du délai de mandatement tant que toutes les justifications nécessaires ne sont pas réunies et notamment :

- Fourniture des D O E, documentations techniques, éléments pour le D I U O, plans etc.
- Levée de toutes les réserves.

L'entreprise enverra un courrier à la Direction des Bâtiments du Centre Hospitalier pour confirmer la levée des réserves.

Ce n'est qu'après la réception de ce courrier suivi du contrôle du Représentant de la Direction des bâtiments et l'établissement du document « *Levée de réserves* » que le mandatement et ensuite le paiement de votre facture pourra avoir lieu.

ARTICLE 2 – REALISATION DES OUVRAGES

2.1 Provenance, qualité contrôle et prise en charge des matériaux

2.1.1 Provenance des matériaux et des produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché, ou déroge aux dispositions desdites pièces.

2.1.2 Caractéristiques, qualités, vérification essais et épreuves des matériaux et produits

Les matériaux et fournitures devront être conformes aux normes, avis techniques, cahiers des charges ou prescriptions contractuelles les concernant [conformité attestée par exemple par le marquage systématique ou par des procès-verbaux d'essais qui peuvent être ceux du fournisseur, mais concernant des échantillons prélevés, ou ceux effectués par un laboratoire qualifié, à l'initiative de l'entrepreneur ou du maître d'ouvrage et aux frais de l'entrepreneur].

Concernant la sécurité incendie, la conformité en réaction ou résistance au feu doit être attestée par un procès-verbal d'essai effectué par un laboratoire agréé.

Le certificat du bureau de contrôle devra être vierge de remarques.

Pour les essais et vérifications « in situ », l'entreprise devra :

- ☞ fournir en début de travaux son programme de vérification et le faire agréer par l'organisme de contrôle ou, s'il n'en n'est pas de prévu, par le maître d'ouvrage,
- ☞ effectuer tous les essais et contrôles prévus à ce programme, en temps utile et à ses frais,
- ☞ effectuer ou faire effectuer par un laboratoire agréé, selon les directives du maître d'ouvrage, les contrôles complémentaires qui lui seraient demandés par ce dernier en cours de travaux, jusqu'à l'expiration de la période de garantie, et en supporter les frais quels qu'en soient les résultats.

2.2 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Application du CCAG-Travaux.

ARTICLE 3 – PREPARATION DES TRAVAUX – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

3.1 Préparation des travaux

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, sa durée est déterminée par le titulaire dans le cadre du délai global prévu au marché et dans l'impératif du respect de la date de réception du bâtiment.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après à la diligence et par les soins de l'entrepreneur :

- Préparation des installations de chantier et établissement des documents relatifs à la sécurité ;
- établissement sous la coordination du Maître d'Œuvre, présentation au visa de celui-ci dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG-T du programme d'exécution des

travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;

- fourniture des documents énoncés à l'article 29.1 du CCAG-T ;
- établissement et présentation au visa du coordinateur sécurité du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévu par la section 5 du décret n° 94.1159 du 26 Décembre 1994 ;

Les entreprises devront produire durant cette période les Procès-Verbaux des matériaux et les plans d'exécution ;

- Établissement et présentation de plans d'exécution, notes de calcul et études de détails nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. Travaux et à l'article suivant ;

3.2 Plans d'exécution

L'entrepreneur établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre.

3.3 Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier

3.3.1 Installation de chantier

Conformément à l'article 31 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives aux installations de chantier nécessaire à la bonne exécution de son marché et notamment :

- Les terrains pour ses installations de chantier,
- L'établissement et l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de services et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation du publique,
- Le cas échéant, le panneau de chantier,
- Les terrains nécessaires pour les déblais.

3.3.2 Nettoyage du chantier

Chaque entreprise doit procéder au nettoyage régulier de sa zone d'intervention aussi souvent que nécessaire ainsi qu'à l'évacuation des débris, déblais,

En cas de nécessité due, notamment, à la non-exécution ou à l'insuffisance du nettoyage par les entreprises, le maître d'ouvrage pourra ordonner des nettoyages complémentaires pendant les travaux. Ces nettoyages pourront être effectués par une entreprise spécialisée et leurs coûts seront portés au compte prorata ou imputés à l'entreprise défaillante.

3.3.3 Sécurité et hygiène sur le chantier

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers, conformément à l'article 31.4 du CCAG Travaux et à la réglementation en vigueur.

3.3.4 Contraintes liées au risque aspergillaire

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles devront prendre en compte en permanence le risque aspergillaire vis-à-vis des patients.

Une réunion d'information sur les règles de co-activité et d'intervention sur le site du CH du Mans sera organisée pour l'ensemble du personnel d'encadrement et de chantier. Cette réunion, animée par les médecins de l'EHLIAS (Service de Prévention des Infections Nosocomiales) du CHM, informera et sensibilisera les intervenants du chantier sur les risques encourus par les patients du CH du Mans en contact avec les poussières du chantier, sur les gênes occasionnées par le bruit pour le personnel médical. La participation des intervenants à cette réunion est impérative.

Le non-respect des règles entraînera un arrêt de chantier immédiat sans compensation

3.3.5 Consignes

Afin de garantir la sécurité et la réglementation des travailleurs et visiteurs sur le chantier et du fait de la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, il est demandé au titulaire la présence d'un référent parmi l'équipe, capable d'échanger avec le maître d'ouvrage, et de relayer les consignes aux autres travailleurs de l'équipe.

3.3.6 Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

3.3.7 Constatations et constats contradictoires

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG-Travaux, des constatations contradictoires concernant les prestations exécutées ou les circonstances de leur exécution sont faites sur la demande, soit du titulaire, soit du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage fixe la date des constatations lorsque la demande est présentée par le titulaire. Cette date ne peut être postérieure de plus de huit jours à celle de la demande. Les constatations donnent lieu à la rédaction d'un constat dressé sur-le-champ par le maître d'œuvre contradictoirement avec l'opérateur économique exécutant les travaux et le maître d'ouvrage.

Si le titulaire refuse de signer ce constat ou ne le signe qu'avec réserves, il doit, dans les quinze jours qui suivent, préciser par écrit ses réserves au maître d'ouvrage.

3.4 Documents fournis après exécution

Outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, le titulaire remet dans les deux mois suivant la réception des travaux, au maître d'ouvrage, lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) comprenant notamment :

- les plans d'exécution conformes à la réalisation,
- les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre,
- les spécifications de pose,
- les notices de fonctionnement,
- les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre,
- les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

- les éléments prévus dans le CCTP

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne l'application de pénalités prévues.

Le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

Tous les documents du DOE et ceux nécessaires à l'établissement du DIUO doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Ces documents sont remis suivant l'accord du maître d'ouvrage aux formats suivants :

- Pour les plans, en format DWG et PDF,
- Pour les autres documents, en format natif.

Un format papier pourra être fourni sur demande du maître d'ouvrage.

ARTICLE 4 – RECEPTION ET GARANTIES

4.1 CONTRÔLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

4.1.1 Essais et contrôles de ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'œuvre prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître d'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute du titulaire; dans le cas contraire, par dérogation à l'article 38 du CCAG Travaux, ces essais et contrôles sont pris en charge par le titulaire.

4.1.2 Réception

La réception définitive des travaux prendra effet à la date de l'achèvement des travaux et après le nettoyage complet des lieux.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, l'opérateur économique ayant la charge des travaux avise le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que ces travaux ont été achevés ou le seront : le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage de la nécessité de provoquer les opérations de réception.

Le maître d'ouvrage convoque l'opérateur économique ayant la charge des travaux et le maître d'œuvre, aux opérations préalables à la réception des ouvrages, dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle le maître d'œuvre a informé le maître d'ouvrage de la nécessité de provoquer les opérations de réception ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette date est postérieure.

Par dérogation à l'article 41.1.1 au CCAG-Travaux, les opérations de réception ne peuvent être effectuées en l'absence du maître d'ouvrage.

La décision du représentant du pouvoir adjudicateur de prononcer la réception, de ne pas la prononcer ou de la prononcer avec réserves sera notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, les titulaires sont tenus d'attendre que soit fixée la date des opérations préalables par le maître d'ouvrage. Il n'y aura pas de réception tacite en l'absence des opérations préalables à la réception.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG-Travaux, en l'absence de décision et de notification du maître d'ouvrage au titulaire si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves, dans un délai de 30 jours, les propositions du maître d'œuvre ne s'imposent pas au maître d'ouvrage et au titulaire.

4.1.3 Réception partielle

Il n'est pas prévu de réception partielle.

4.1.4 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

4.2 GARANTIES CONTRACTUELLES

Les ouvrages et équipements réalisés au titre du présent marché sont couverts par la garantie de parfait achèvement, par la garantie légale de bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables des ouvrages résultant des principes dont s'inspire l'article 1792-3 du Code Civil et par la garantie décennale des constructeurs résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 du Code Civil.

Chaque période garantie court à compter de la Date de Réception.
Les délais de garantie sont les suivants :

Nature de la garantie	Délai de la garantie
Garantie de parfait achèvement	1 an
Garantie de bon fonctionnement	2 ans
Garantie décennale	10 ans

Ces garanties engagent chacun des membres du groupement Titulaire ou chacun des fournisseurs de composants de construction assimilés aux constructeurs en tant que fabricants d'éléments pouvant entraîner la responsabilité solidaire (EPERS) pendant les délais garantis, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou d'une mauvaise exécution des travaux.

L'entrepreneur sera tenu d'exécuter les travaux de remise en état, de réparation ou de réfection, dans un délai fixé par lettre recommandée de mise en demeure. Toutefois, ce délai ne sera pas supérieur à 30 jours.

Garanties particulières

ESPACES VERTS

Le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage de la pérennité des aménagements paysagers et du bon développement des végétaux pendant un délai de 2 ans à compter de la date d'effet de

la réception des travaux. Cette garantie engage le Titulaire, pendant ce délai, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les recherches sur l'origine d'une détérioration des aménagements ou de l'absence de développement des végétaux et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts constatés, et ce quelles que soient l'origine et les causes du désordre sauf démonstration d'une origine provenant de la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation des opérations d'exploitation et de maintenance.

DOUCHES ET SANITAIRES

Le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des douches et des sanitaires pendant un délai de 10 ans à compter de la date d'effet de la réception des travaux. Cette garantie engage le Titulaire, pendant ce délai, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité constatés, et ce quelles que soient l'origine et les causes des dysfonctionnements sauf démonstration d'une origine provenant de la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la réalisation des opérations d'exploitation et de maintenance.

ARTICLE 5 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article 31.5.1 du CCAG Travaux, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa **carte d'identité professionnelle sécurisée** (CARTE BTP) où l'attestation provisoire délivrée à la fin de la démarche de demande et de paiement de la carte. Le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

En plus, conformément aux articles 31.5.2 et 31.5.3 du CCAG Travaux, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un **enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier**. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente. Le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

Par ailleurs, en cas d'emploi sur le chantier de salariés étrangers soumis à autorisation de travail, le titulaire tient à jour la liste nominative de ces salariés qui précise pour chacun : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est tenue à jour durant toute la durée du chantier.

Conformément à l'article 31.5.4 du CCAG Travaux, le titulaire avise ses **sous-traitants** de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

En cas de manquement à ces règles, constaté par le maître d'ouvrage, cette dernière adresse au titulaire une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux fins de régularisation sous 24h.

Si la situation s'est poursuivie au-delà de ce délai, la personne publique en informe **l'Inspection du Travail**.

En outre, une pénalité sera appliquée conformément au présent CCAP.

PARTIE IV – DEROGATIONS

PARTIE I – DISPOSITIONS COMMUNES

L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux
L'article 10 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux
L'article 10 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-MOE
L'article 17 du CCAP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE
L'article 17 du CCAP déroge à l'article 16.1.3 du CCAG-MOE
L'article 17 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE
L'article 17 du CCAP déroge à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux
L'article 17 du CCAP déroge à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux
L'article 17 du CCAP déroge à l'article 12.2.3 du CCAG-Travaux

PARTIE II – DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX MISSIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE

L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 11.7.1 du CCAG-MOE
L'article 5.1.4 du CCAP déroge à l'article 15.3.1 du CCAG-MOE
L'article 5.1.5 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG-MOE
L'article 7 du CCAP déroge à l'article 24 du CCAG-MOE

PARTIE III – DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX TRAVAUX

L'article 1.1.2 du CCAP déroge à l'article 12.3.1 du CCAG-Travaux
L'article 1.1.2 du CCAP déroge à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux
L'article 1.1.2 du CCAP déroge à l'article 12.3.3 du CCAG-Travaux
L'article 1.1.2 du CCAP déroge à l'article 12.3.4 du CCAG-Travaux
L'article 1.1.3 du CCAP déroge à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux
L'article 1.1.3 du CCAP déroge à l'article 12.4.4 du CCAG-Travaux
L'article 3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux
L'article 3.3.6 du CCAP déroge à l'article 34.1 du CCAG-Travaux
L'article 3.3.7 du CCAP déroge à l'article 11.2 du CCAG-Travaux
L'article 3.3.7 du CCAP déroge à l'article 11.4 du CCAG-Travaux
L'article 4.1.1 du CCAP déroge à l'article 38 du CCAG-Travaux
L'article 4.1.2 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG-Travaux
L'article 4.1.2 du CCAP déroge à l'article 41.1.1 du CCAG-Travaux
L'article 4.1.2 du CCAP déroge à l'article 41.1.3 du CCAG-Travaux
L'article 4.1.2 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG-Travaux
